ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 4 février 2020 — N° 95
Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Bravo Laurent Duvernay-Tardif.*

- Le député de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Hommage au docteur Ronald Melzack.*

- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Jean Fortin, La Tuque : un développeur.*

- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Hommage à M. Alan Dean, pionnier dans le domaine des services offerts aux personnes vivant avec un handicap visuel dans l'Ouest de l'Île de Montréal.*

- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *Un nouveau campus de l'École des entrepreneurs du Québec dans Brome-Missisquoi.*

- La députée d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Projet novateur « apprentis spécialisés ».*

- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Bourse d'honneur du développement de l'entrepreneuriat québécois pour Stéphanie Ouellet, copropriétaire de la Boucherie La Bouchée double.*

- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Le 50e anniversaire du Cégep de Matane.*

- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *25e anniversaire du Centre d'Entraide la Destinée.*

- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *35 ans de la Maison d'hébergement Simonne-Monet-Chartrand.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

2) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**

3) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**

4) Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **31 octobre 2019**

5) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**

6) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**

7) Projet de loi n° 48
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **5 novembre 2019**

8) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**

9) Projet de loi n° 51
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**

10) Projet de loi n° 52
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le **3 décembre 2019**

11) Projet de loi n° 53
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le **5 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

12) Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

13) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

14) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

15) Projet de loi n° 29
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

16) Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

17) Projet de loi n° 37
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019
Principe adopté le **5 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

18) Projet de loi n° 40
Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 1er octobre 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **28 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

19) Projet de loi n° 41
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019
Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2019
Principe adopté le **7 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

20) Projet de loi n° 42
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019
Principe adopté le **19 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

21) Projet de loi n° 43
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **27 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

22) Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services et autorisant la communication de renseignements personnels concernant certains enfants autochtones disparus ou décédés à leur famille *(titre modifié)*
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 9 octobre 2019
Principe adopté le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 décembre 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

23) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

24) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

25) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

26) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

27) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

30) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

31) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

32) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

33) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

34) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

35) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

36) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

37) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

38) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**

39) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**

40) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

41) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

42) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

43) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes aînées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

45) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

46) Projet de loi n° 210
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en suivi de la recommandation 3.2 du 40e rapport sur l'imputabilité de la Commission de l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 48**, Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 40**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires (mandat confié le 28 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15,** Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23,** Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 37**, Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (mandat confié le 5 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 41**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (mandat confié le 7 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 42,** Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29,** Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 32,** Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 6 novembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé (mandat confié le 27 novembre 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

Projet de loi n° 44, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

117) Mme Ghazal (Mercier) – **4 février 2020**
Au ministre des Finances

Montréal pour tous, un organisme de ma circonscription qui rassemble des bénévoles de partout à Montréal, s'efforce de maintenir les résidents dans leurs quartiers. Depuis septembre 2018, ils cherchent à obtenir un engagement de la part du ministère des Finances afin que la subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales s'adapte aux hausses foncières fulgurantes susceptibles de déloger des propriétaires occupants à la retraite ou dont les revenus ne suivent pas la même trajectoire à la hausse. Une première lettre déposée le 15 septembre 2018 a été laissée sans réponse par le ministre des Finances sortant. La deuxième lettre envoyée en date du 14 décembre 2018 n'a mené qu'à un accusé de réception.

Le rôle foncier 2020-2022 publié par la Ville de Montréal fournit les augmentations moyennes par arrondissement. Sur Le Plateau-Mont-Royal, la variation de la valeur des propriétés est de l'ordre de 16,7% soit 4% de plus que la moyenne montréalaise. Cette variation importante cumulée aux hausses de taxes de la ville et des arrondissements rend le paiement plus difficile pour les gens dont les revenus et retraites augmentent peu ou pas. Dans ce contexte de surchauffe des valeurs foncières, la subvention est insuffisante et doit donc être bonifiée.

À la lumière de ce genre de situations intenables pour un nombre croissant de résidants, ma question pour le ministre des Finances est la suivante:

- Le ministre envisage-t-il de bonifier la subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales afin de l'adapter sérieusement aux réalités actuelles marquées par de fortes hausses de l'évaluation foncière dans les secteurs les plus recherchés du marché qui poussent plusieurs personnes à devoir quitter leur chez-soi?

118) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **4 février 2020**
À la ministre de la Santé et des Services Sociaux

Comme le souligne le Protecteur du citoyen dans son rapport sur le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais – Hôpital de Hull, daté du 11 octobre 2018 : « […] toute personne a le droit de recevoir des services de santé adéquats et de façon personnalisée et sécuritaire […] » Il recommande, suite à son enquête, que « l'interdiction complète du port de parfum s'applique au personnel de l'urgence de l'hôpital de Hull. »

En effet, plusieurs ingrédients entrant dans la composition des fragrances peuvent causer ou aggraver des conditions de santé telles que l'asthme, l'eczéma, l'hypersensibilité chimique multiple, les sinusites et les migraines. Ainsi, certaines personnes malades ont de la difficulté à avoir accès à des soins de santé parce qu'elles ne peuvent supporter les produits chimiques contenus dans différents produits comme les eaux de Cologne, les lotions après-rasage, les fixatifs, les savons et les parfums.

En 2015, au Québec seulement, Statistique Canada répertoriait 173 500 personnes diagnostiquées comme souffrant d'HCM/MCS. Ce nombre a grimpé à 230 500 en 2016.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec a elle-même déclaré que : «[…] la définition du motif handicap dans la Charte des droits et libertés de la personne retenue par notre Commission ainsi que l'interprétation de ce motif par les tribunaux du Québec est suffisamment large et ouverte pour que les personnes qui souffrent d'hypersensibilité environnementale puissent invoquer ce motif.»

Le Journal de l'Association médicale canadienne (JAMC) publiait, dans son éditorial du 3 novembre 2015 : « Beaucoup de pratiques qui sont acceptables ailleurs ne le sont pas dans les hôpitaux, comme l'application de parfums artificiels sur le corps [… Il n'y a donc pas lieu de continuer à tolérer les parfums artificiels dans les hôpitaux […]. Il devrait être interdit de porter des parfums artificiels dans tous les hôpitaux, ce qui favoriserait la sécurité des patients, du personnel et des visiteurs. »

Selon l'Association pour la santé environnementale du Québec (ASEQ) : « Au Canada, des politiques ont été mises en place dans plusieurs hôpitaux ou établissements gouvernementaux, où les visiteurs, patients, professionnels de la santé et autres membres du personnel sont tenus de ne pas utiliser de produits contenant des fragrances. »

L'ASEQ s'est récemment adressée au Ministère de la Santé et des Services sociaux pour lui demander la création de soins de santé au Québec sans fragrances. Le 13 novembre dernier, la sous-ministre, Mme Lucie Opatrny, répondait à l'ASEQ qu'il revient aux employeurs de se doter d'une politique sans parfum. Le 2 décembre 2019, ils ont reçu une nouvelle lettre, signée par le sous-ministre M. Yvan Gendron, leur refusant une rencontre sous prétexte que le ministère venait de confier « à l'Institut national de santé publique du Québec le mandat d'effectuer une analyse rigoureuse de la littérature scientifique.»

Mes questions à la ministre sont les suivantes :

- La ministre reconnaît-elle qu'au moins 3,2% des Québécois et Québécoises souffrent d'hypersensibilité environnementale?
- La ministre croit-elle qu'il est judicieux de s'en remettre uniquement aux employeurs alors qu'il est question de la santé de plusieurs citoyens du Québec?
- La ministre pourrait-elle, si elle le souhaitait, mettre en place des politiques sans-fragrances/parfums dans les différents établissements de soins de santé du Québec?
- Si oui, quelles raisons évoquerait la ministre pour ne pas aller de l'avant avec une telle politique pouvant faciliter l'accessibilité au système de santé ?
- Sinon, quelles mesures la ministre pense-t-elle mettre de l'avant pour permettre à ces personnes vulnérables d'avoir accès au milieu des soins médicaux?

- En 2012, le ministre de la Santé, M. Yves Bolduc, a confié le mandat au Dr Gaétan Carrier de l'INSPQ de rédiger une revue de littérature sur l'hypersensibilité chimique multiple : la ministre peut-elle nous dire à quelle étape en est rendue la rédaction?
- La ministre peut-elle nous renseigner sur l'échéancier que doit respecter l'Institut national de santé publique du Québec pour le dépôt de son rapport?
- Puisque l'expertise dans ce domaine est rare et qu'il est primordial que la revue littéraire soit évaluée par des pairs, la ministre peut-elle nous donner les noms et le champ d'expertise des réviseurs?

119) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **4 février 2020**
À la ministre de la Justice

J'ai été sensibilisée à une réalité concernant le recyclage des pièces automobiles. Considérant que l'achat et l'usage d'un véhicule constituent une source importante de dépenses pour les ménages, il m'apparaît justifié d'exiger de la part des réparateurs automobiles d'offrir systématiquement la possibilité à leur client de choisir entre l'achat d'une pièce neuve ou d'une pièce recyclée ou réutilisée, d'autant que ces dernières options représentent un choix écologique des plus intéressants dans un contexte de crise climatique.

Pour l'instant, aucune norme n'existe en ce sens, laissant au réparateur automobile la discrétion de choisir la pièce de son choix. Ce choix devrait pourtant être systématiquement offert au consommateur. La possibilité de choisir entre une pièce neuve ou une pièce de seconde main permettrait aux ménages de mieux s'adapter à leur budget et cadrerait dans les principes d'économie circulaire.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre de la Justice s'engage-t-elle à intégrer à la Loi sur la protection du consommateur, une obligation d'offre de produits recyclés ou de seconde main fonctionnels aux automobilistes lors de la réparation de leur véhicule pour d'évidentes raisons économiques et écologiques?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS